

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT)

D 401
Route du Mesnil Amelot
77230 Villeneuve-Sous-Dammartin

Code AIOT : 0006517488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT) implanté Lieu-dit La Noue Fondrière 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le Programme Pluriannuel de Contrôle de l'Inspection des Installations Classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT)
- Lieu-dit La Noue Fondrière 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0006517488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe ECT est spécialisé dans la gestion des matériaux inertes. Il travaille en partenariat avec des collectivités locales et des industriels pour l'édification de merlons paysagers de protection visuelle et phonique en bordure de voies routières ou ferrées, de remblaiement et d'aménagement de parcs urbains, de réaménagement de carrières souterraines ou à ciel ouvert, de reprofilage de

terrains agricoles, de remblaiement/aménagement de golfs ou de dépollution de sites.

Le site de la Courneuve a été mis en service le 16 octobre 2017. Son emprise s'étend sur une superficie de 35 300 m². Il a été aménagé pour une activité de traitement biologique de terres polluées aux hydrocarbures, composée des installations suivantes :

- un bâtiment de bioremédiation de 10 000 m² sur 12,5 m de haut, destiné à l'aire de déchargement et de stockage pour le traitement annuel de terres polluées aux hydrocarbures, les volumes de réception étant limités à 180 000 tonnes de terres polluées par an ;
- un stockage extérieur comprenant une aire pour les terres dépolluées.

Il est en outre équipé de :

- bassin de stockage des eaux pluviales de ruissellement associé à 1 séparateur d'hydrocarbures,
- un bassin des eaux d'incendie/process,
- et un bassin des eaux de process,
- 1 cuve de carburant de 4 m³,
- 1 aire d'attente,
- 1 pont bascule,
- 1 portique de détection de la radioactivité,
- 2 installations modulaires à usage de locaux sociaux.

Il reçoit ses chargements du lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 et exceptionnellement le samedi matin.

Situation administrative

Le site était autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 2015. À la suite d'une modification substantielle, ECT a déposé un nouveau dossier et fait l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation n° 2020-0741 du 12 mars 2020.

Le site est autorisé sous les rubriques 3510 (Traitement biologique (bioremédiation) de terres polluées aux hydrocarbures) avec un volume autorisé de 180 000 t/an soit 630 t/j ainsi que sous la rubrique 2790 (Traitement biologique (bioremédiation) de terres polluées aux hydrocarbures) avec un volume autorisé de 180 000 t/an soit 630 t/j

Le site accueillera une nouvelle plateforme de création de substrat fertile au premier semestre 2024. Cette nouvelle activité relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2170-1 et de la déclaration sous la rubrique 2517-2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 2.3.1	Sans objet
2	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 3.3.1	Sans objet
3	Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 4.6.1	Sans objet
4	Niveaux sonores	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 7.2.3	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 8.4.2	Sans objet
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 8.7.1	Sans objet
7	Consignes	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 8.7.4	Sans objet
8	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 9.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant que l'intégralité des moyens de lutte contre l'incendie doivent être dégagés et accessibles, à portée de main et sans entrave.

L'exploitant est invité à vérifier la conformité des concentrations en poussières inhalables et alvéolaires dans l'air ambiant au regard des dispositions du code du travail.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Le site est globalement propre et les voies d'accès et de circulation sont dégagées. L'Inspection n'a pas constaté de présence de déchets ou de poussière outre mesure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets au niveau des conduits n°1 et 2 et de l'air ambiant du bâtiment de traitement des terres polluées. Les paramètres suivants : Débit, O ₂ , Poussières Totales, SO ₂ , NO _x , BTEX, HCT, COVNM, H ₂ S, HCN sont mesurés. L'exploitant fait procéder à un contrôle des rejets atmosphériques par un organisme agréé dans les 6 mois après la mise en service des installations, puis tous les trimestres. En l'absence de non-conformité sur une période de temps représentative, la périodicité de ces mesures pourra être revue sur proposition écrite de l'exploitant et après validation par l'inspection des installations classées. Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).
Constats : L'exploitant a transmis les mesures de rejets atmosphériques du second trimestre, réalisées par ISPIRA le 10/06/24. Il n'y a pas de non-conformité. Les mesures des rejets atmosphériques n'ont pu être réalisées au premier trimestre à cause d'une erreur logistique de l'organisme extérieur. Le mail allant dans ce sens a été montré à l'Inspection lors de la visite.

L'exploitant a transmis les mesures d'air ambiant du second trimestre, réalisées par ISPIRA en février 2024. Le rapport de mesures indique des dépassements de la VTR pour la coupe aromatique C10-C12 (420 µg/m3 au lieu de 200 µg/m3) dû vraisemblablement à des terres chargées en hydrocarbures. Le rapport indique toutefois que la VTR est utilisée dans le cadre d'une exposition chronique et ne peut servir de VLE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 4.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance annuelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.</p> <p>Quatre piézomètres sont mis en place sur le site de l'installation, dont au moins deux en aval. Des campagnes de mesures de suivi sont réalisées dans la nappe deux fois par an (en période de basses eaux et en hautes eaux) sur les paramètres du pack ISDI selon une fréquence annuelle. Le niveau piézométrique est alors relevé.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures de toutes substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>La création de tout nouvel ouvrage de surveillance des eaux souterraines respecte les réglementations en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de mesure du 04/10/2023 rédigé par ARANA a été transmis à l'Inspection. Des dépassements vis-à-vis du seuil de potabilité de l'arrêté ministériel du 30/12/2022 ont été observés pour les concentrations en COT (jusqu'à 2.7 mg/L pour un seuil à 2 mg/L) et en SO4 (jusqu'à 400 mg/L pour un seuil à 250 mg/L). L'eau de cette nappe n'est toutefois pas potable, et ces valeurs ne sont qu'indicatives. Il n'y a pas eu d'augmentation significative des concentrations en polluants depuis la dernière campagne, certains polluants n'ont d'ailleurs pas été détectés cette fois-ci.</p> <p>Le bureau d'étude ne donne pas l'origine de cette pollution, mais le sens d'écoulement de la nappe (du sud au nord/nord-ouest) et le positionnement des piézomètres (en amont hydraulique du site et en aval hydraulique) indiquent qu'il y peu de fluctuations avant et après passage du site, voire diminution de la concentration en polluant. Cette pollution n'est donc vraisemblablement pas imputable au site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance périodique
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise une mesure de bruit dans les 6 mois au maximum après la mise en service de la plate-forme, puis tous les 3 ans si les valeurs limites sont respectées. Cette mesure de bruit est réalisée en période de fonctionnement normal du site.</p> <p>Les points à émergence réglementés les plus proches du site sont recensés et intégrés dans les campagnes de mesures de bruit</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>En cas de non-conformité, et après correction de la situation, de nouvelles mesures sont réalisées un an après ces mesures non-conformes.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
Constats : <p>La société VENATHEC a réalisé une étude de bruit et d'émergence le 14/08/2024. Le rapport ne fait pas état de dépassements des valeurs limites en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Le bâtiment est équipé d'un dispositif de coupure générale d'électricité.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées par SOCOTEC le 04/03/2024. Le rapport fait état d'une non-conformité, levée le jour même par PEMA SERVICES. Le certificat Q18 a été transmis.</p> <p>Les interrupteurs décrits dans le présent arrêté sont présents sur site et bien signalés.</p> <p>L'éclairage de l'installation est électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 8.71</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ; - de deux appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau privé, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, d'un diamètre nominal DN100 permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>Si le choix de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique, et de préférence, de prises apparentes.</p> <p>L'implantation de ces appareils identifiés A et B s'effectuera :</p> <p>A: Voie intérieure à 275m de l'entrée, en direction de l'impasse sur le trottoir Sud;</p> <p>B: Voie intérieure à 66m de l'entrée, en direction de l'impasse sur le trottoir Sud.</p> <p>Le dimensionnement du réseau d'adduction d'eau devra permettre un débit simultané de 120m3/h entre les 2 appareils, indépendamment des besoins spécifiques de l'établissement implanté sur le site.</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie ont été vérifiés par Moreau Incendie le 02/10/2024 (extincteurs) et le 21/08/2024 (appareils incendie). Ces moyens sont bien présents sur site. Un extincteur (n°248) était toutefois peu accessible lors de la visite (en hauteur).</p> <p>L'exploitant possède un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, et les plans des locaux sont affichés à l'entrée du site et dans chaque bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant que l'intégralité des moyens de lutte contre l'incendie doivent être dégagés et accessibles, à portée de main et sans entrave.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 8.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., <ul style="list-style-type: none">- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Les consignes listées dans l'article 8.7.4 sont affichées dans les locaux. Le réseau est isolé du site par défaut (rejets intermittents). Le personnel connaît ces consignes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2020, article 9.3.1
Thème(s) : Autre, Déchets radioactifs
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant. La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité. À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

En cas de détection de déchets radioactifs :

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'ANDRA de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Constats :

Les moyens de détection de radioactivité sont vérifiés annuellement (portail radioactif d'entrée, de sortie, détecteur portable).

L'employé en charge de la vérification des déchets entrants et sortants connaît la procédure, qui est informatisée et à sa disposition.

En cas de détection, la procédure décrite dans l'arrêté (art. 9.3.1) est respectée avec détermination de l'origine de la radioactivité (notamment en utilisant des chauffeurs différents), immobilisation et confinement du véhicule puis contact des organismes et autorités compétentes pour évaluer la nature et la quantité des éléments radioactifs présents.

Type de suites proposées : Sans suite